

Cher lecteur,

Voici un article intéressant qui renvoie au récent Mémoire du Partenariat- Intwari. Celui-ci ne croyait pas si bien dire...(J.K)

Main basse sur l'Afrique : la stratégie de l'Empire pour contrôler le continent

Par John Bellamy Foster

[Mondialisation.ca](#), Le 13 mars 2007

[Monthly Review](#)



John Bellamy Foster

Depuis 5 ans, les USA mettent en place un dispositif militaire en Afrique. Après leur base navale et aérienne de Diégo Garcia dans l'Océan indien, ils ont loué à la France le Camp Lemonnier à Djibouti, à partir duquel ont décollé les C-130 qui, en janvier, ont bombardé des populations civile somaliennes, au nom de la « lutte contre le terrorisme ». L'occupation par l'armée éthiopienne de la Somalie a été coordonnée, encadrée, préparée et soutenue en matière de logistique et de renseignement par l'armée US, installée à Djibouti et à Dire Dawa, en Éthiopie. En Afrique de l'Ouest, les USA avancent à grands pas dans l'établissement de têtes de pont militaires, terrestres, aériennes et navales, ici aussi sous couvert de « lutte contre le terrorisme ». En février, la Maison blanche a annoncé la création du commandement militaire US pour l'Afrique, AFRICOM. Pour le moment basé à Stuttgart, auprès du Commandement pour l'Europe (United States European Command, USEUCOM), ce nouveau Commandement devrait acquérir son autonomie et s'installer sur le continent dans les années qui viennent Il devrait commencer à être opérationnel le 1er octobre.

Désormais, l'Empire est donc à même de contrôler militairement tous les continents de notre planète, sur laquelle il déploie un réseau dense d'un millier de bases militaires et 350 000 hommes et femmes de troupe (dont 150 000 en Irak et en Afghanistan)

Dans le texte ci-dessous, John Bellamy Foster explique les objectifs et les visées de cette nouvelle « grande stratégie » de l'Empire, qui est celle de la suprématie mondiale : empêcher son inexorable déclin économique. (NdT)



Le Camp Lemonnier à Djibouti La base aérienne de Diego Garcia

L'impérialisme est une constante du capitalisme. Mais il passe par diverses phases au fur et à mesure de l'évolution du système. Actuellement le monde est entré dans un nouvel âge de l'impérialisme marqué par une stratégie spectaculaire de domination mondiale des USA. Une indication de ce qui a changé nous est donnée par le fait que les militaires US mènent désormais des opérations vraiment mondiales et disposent de bases sur tous els continents, y compris en Afrique, où se déroule une nouvelle course au contrôle, qui est concentrée sur le pétrole.

Les élites d'opinion aux USA, dans la décennie qui a immédiatement suivi l'effondrement de l'Union soviétique, se plaisaient à décrier l'absence d'une stratégie d'envergure comparable à ce que George Kennan avait appelé le « containment » (=e ndiguement, limitation de l'expansion de l'ennemi, terme forgé pour qualifier l'encerclement de l'Union soviétique pendant la Guerre froide, utilisé par George Kennan dans une directive du Département d'État de 1948. [Lire ici](#), NdT), sous la couverture duquel les USA étaient intervenus durant toute la Guerre froide. La question clé, telle qu'elle fut posée en novembre 2000 par Richard Haass, analyse en sécurité nationale, était de déterminer la manière dont les USA allaient utiliser leur « surplus de puissance » pour remodeler le monde. La réponse de Hass, qui lui valut sans aucun doute d'être immédiatement embauché comme directeur de la planification politique au Département d'État sous Colin Powell, était qu'il fallait promouvoir une stratégie d'une « Amérique impériale » visant à assurer une domination mondiale des USA pour les décennies à venir. Quelques mois auparavant, une stratégie d'envergure très similaire, mais plus ouvertement militariste, avait été présentée par le Projet pour le Nouveau Siècle Américain, dans un rapport écrit par les futures figures de pointe de l'administration Bush, parmi lesquels Donald Rumsfeld, Paul Wolfowitz et Lewis Libby. (1)

La nouvelle grande stratégie impériale est devenue une réalité, suite aux attaques du 11 septembre 2001, avec l'invasion US de l'Afghanistan et de l'Irak et elle a été consacrée officiellement dans la déclaration de la Maison blanche sur la Stratégie de sécurité nationale de 2002. Résumant cette nouvelle poussée impériale, Stephen Peter Rosen, directeur de l'Olin Institute for Strategic Studies à Harvard et membre fondateur du Projet pour le Nouveau Siècle Américain, écrivait dans *Harvard Magazine* :

« Une entité politique qui a une supériorité militaire écrasante et utilise cette puissance pour influencer le comportement interne d'autres États, cela s'appelle un Empire. Comme les USA ne cherchent pas à contrôler les territoires ou à gouverner les citoyens outre-mer de l'Empire, nous sommes un empire indirect, certes, mais nous n'en restons pas moins un empire. Si cela est vrai, notre but n'est pas de combattre un adversaire, mais de maintenir notre position impériale et de maintenir un ordre impérial. Planifier des guerres impériales est différent de la planification de guerres conventionnelles internationales... Les guerres impériales pour restaurer l'ordre ne sont pas autant contraintes [par des considérations sur la dissuasion]. Une quantité maximale de force peut et doit être utilisée aussi vite que possible pour obtenir un impact psychologique – pour démontrer que l'empire ne peut être défié impunément... La stratégie impériale se concentre sur la prévention de l'émergence de challengers puissants et hostiles à l'Empire : par la guerre si nécessaire, mais si possible par l'assimilation impériale. (2). »

Dans un commentaire paru fin 2002 dans *Foreign Policy*, John Lewis Gaddis, professeur d'histoire militaire et navale à Yale, déclarait que le but de la guerre imminente contre l'Irak était d'infliger un "Azincourt sur les rives de l' Euphrate." Comme la fameuse victoire militaire d'Henry V au 15ème siècle, cela serait une démonstration de force si grande que le paysage géopolitique en serait changé pour des décennies. Selon Gaddis, ce qui était en dernière analyse en jeu, c'était la "gestion du système international par une seule puissance hégémonique », les USA. Cette stratégie visant à assurer l'hégémonie sur le monde entier par les USA par le biais d'actions préventives, était, soutenait-il, ni plus ni moins qu'une « nouvelle grande stratégie de transformation ». (3)

La nature de la grande stratégie

Depuis l'époque de Clausewitz, la tactique est définie dans les cercles militaires comme « l'art d'utiliser des troupes dans une bataille » et la stratégie comme « l'art d'utiliser des batailles pour gagner la guerre ». (4) En revanche d'idée de « grande stratégie » telle qu'elle a été promue de manière classique par les stratèges et historiens militaires comme Edward Meade Earle et B. H. Liddell Hart se réfère à l'intégration du potentiel guerrier d'un État dans des objectifs politico-économiques plus vastes. Comme l'a remarqué l'historien Paul Kennedy dans son ouvrage *Grand Strategies in War and Peace* (1991), "une véritable grande stratégie" "est autant, sinon plus, concernée par la paix que par la guerre... à propos de l'évolution ou de l'intégration de politiques qui pourraient être opérationnelles pour des décennies, voire des siècles. ». (5)

Les grandes stratégies sont géopolitiques dans leur orientation, visant à la domination de zones géographiques entières – y compris les ressources stratégiques comme les minerais et les voies d'eau, les ressources économiques, les populations et les positions militaires vitales. Les grandes stratégies les plus réussies du passé sont celles des empires qui ont duré longtemps, qui ont été capables de maintenir leur pouvoir sur de grandes étendues de territoire sur des périodes prolongées. En général, les historiens de la grande stratégie se focalisent sur l'Empire britannique du XIXème siècle (Pax Britannica) et aussi sur l'ancien Empire romain (Pax Romana).

Pour les USA aujourd'hui, ce qui est en jeu, ce n'est plus le contrôle simplement d'une partie du globe, mais bien une véritable Pax Americana mondiale. Bien que certains commentateurs aient vu dans la dernière poussée impériale le résultat d'une petite cabale de néoconservateurs au sein de l'administration Bush, il y a en réalité un large consensus dans la structure de pouvoir US sur la nécessité d'étendre l'empire US. Une collection récente d'ouvrages qui contient des contributions critiques sur l'administration (en place) est intitulée *The Obligation of Empire: United States' Grand Strategy for a New Century* [L'obligation d'Empire : la grande stratégie des USA pour un nouveau siècle]. (6)

Ivo. H. Daalder (chargé de recherche à la Brookings Institution et ancien conseiller en politique étrangère d' Howard Dean) et James M. Lindsay (vice-Président du Conseil sur les Relations étrangères, auparavant employé au Conseil de sécurité nationale sous Clinton) arguent dans leur livre *America Unbound* que les USA ont longtemps eu un « empire secret », camouflé sous le multilatéralisme. La politique unilatérale de la Maison blanche sous Bush consistant à « construire un empire fondé sur le seul pouvoir américain » n'a changé les choses que dans la mesure où elle a mis à nu son caractère caché et a réduit sa force d'ensemble en s'appuyant moins sur les États vassaux. Selon Daalder et Lindsay, les USA sont maintenant sous le commandement de penseurs « hégémonistes », qui veulent assurer que les USA dominent le globe entier – à la fois dans leur propre intérêt national et pour remodeler le monde en accord avec « l'impérialisme démocratique ». Mais une posture si agressive, font-ils remarquer, n'est historiquement rien de bien nouveau sous le ciel US. On peut retracer une tendance impériale unilatéraliste jusqu'à l'époque de Theodore Roosevelt et elle était présente dès le début de la Guerre froide dans les administrations Truman et Eisenhower. Daalder et Lindsay croient encore en la possibilité d'une stratégie plus coopérative comme stratégie supérieure d'approche de la gestion d'un empire, avec les autres grandes puissances se laissant distancer par les USA. (7)

Mais un tel impérialisme coopératif devient plus difficile à réaliser une fois que la puissance hégémonique commence à décliner. Non seulement les USA subissent une concurrence économique accrue, mais avec la disparition de l'URSS, l'alliance de l'OTAN s'est affaiblie. Les vassaux européens de Washington ne suivent pas toujours ses directives, même s'ils ne sont pas en mesure de le défier directement. La tentation qui s'offre à une puissance hégémonique déclinante mais qui reste armée et dangereuse dans de telles circonstances est celle de tenter de reconstituer et même d'étendre son pouvoir en agissant unilatéralement et en monopolisant le butin de guerre.

La guerre pour le «Nouveau siècle usaméricain»

Le système capitaliste est mondial dans sa dimension économique mais politiquement, il est divisé en États qui sont en compétition entre eux et développent leur économie de manières diverses. La contradiction du développement inégal du capitalisme a été exprimée de manière classique par Lénine dans son livre *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* (1916). Il ne peut y avoir d'autre base, dans le capitalisme, à la division en sphères d'influence, d'intérêt, de colonies etc. que le calcul de la force des participants dans cette division, leur force économique générale, financière, militaire etc. Et la force de ces participants dans la division ne change pas à un degré égal, car, dans le capitalisme, le développement de diverses entreprises, trusts, secteurs industriels ou pays ne peut pas être égal. Il y a un demi-siècle,

l'Allemagne était un pays insignifiant et misérable, pour ce qui était de sa force économique, comparé avec la force de l'Angleterre à cette époque. Le Japon était également insignifiant, comparé à la Russie. Est-il "concevable" qu'en dix ou vingt ans, la force relative des puissances impérialistes demeure inchangée ? C'est absolument inconcevable. (8)

Il règne aujourd'hui un large consensus sur le fait que le monde est en train de subir une transformation économique globale. Non seulement le taux de croissance de l'économie mondiale connaît un ralentissement général, mais la force économique relative des USA continue à s'affaiblir. En 1950 les USA comptaient pour moitié du PNB mondial, pour descendre à un cinquième en 2003. De même, ils contribuaient à presque la moitié de stock mondial d'investissements étrangers directs en 1960, comparés à un peu plus de 20% au début de ce siècle. Selon des projections de Goldman Sachs, la Chine pourrait prendre la relève des USA comme première économie du monde en 2039. (9)

Cette menace croissante alimente l'obsession de Washington pour jeter les bases d'un "Nouveau siècle usaméricain". Son actuel interventionnisme vise à profiter de sa primauté présente, sur le court terme, sur les plans économique et militaire pour s'assurer des ressources stratégiques qui lui garantiraient à long terme une suprématie mondiale. Le but est d'étendre la puissance US directement tout en privant les concurrents potentiels de ces ressources stratégiques vitales qui pourraient leur permettre de défier (les USA) au niveau mondial ou même à l'intérieur de certaines zones.

Le document *La stratégie de sécurité nationale des USA (The National Security Strategy of the United States)* de 2002 notait : « Nos forces seront assez fortes pour dissuader d'éventuels adversaires d'édifier une puissance militaire à même de surpasser, ou d'égaliser celle des USA. » Mais la grande stratégie va au-delà de la simple puissance militaire. Les avantages économiques sur les rivaux potentiels sont l'enjeu réel de la compétition intercapitaliste. D'où l'intégration de la puissance militaire US dans la lutte pour contrôler le capital, le commerce, la valeur du dollar et les matières premières stratégiques.

Les objectifs stratégiques US ont peut-être été exposés le plus clairement par Robert J. Art, professeur de relations internationales à Brandeis et chercheur associé à l'Olin Institute, dans son livre *Grand Strategy for America*. « Une grande stratégie », écrit-il "indique aux leaders d'une nation quels buts ils doivent poursuivre et comment ils peuvent utiliser au mieux la puissance militaire de leur pays pour atteindre ces objectifs. Dans la conceptualisation d'une telle grande stratégie pour les USA, Art présente six «intérêts nationaux principaux » par ordre d'importance :

1° - Prévenir une attaque sur le sol usaméricain;

2° - Prévenir des guerres eurasiatiques entre grandes puissances et, si possible, les compétitions intenses en matière de sécurité qui les rendent probables ;

3° -Préserver l'accès à des réserves de pétrole à des prix raisonnables et de manière sûre;

4° - Préserver un ordre économique international ouvert;

5° - Promouvoir la diffusion de la démocratie et le respect des droits humains à l'étranger et prévenir les génocides ou les massacres dans les guerres civiles;

6° - Protéger l'environnement mondial, en particulier contre les effets néfastes du réchauffement global et d'un changement climatique grave ;

Après la défense nationale au sens propre, c'est-à-dire la défense de la "patrie" contre des attaques extérieures, les trois autres grandes priorités stratégiques sont donc :

- (1) l'objectif géopolitique traditionnel d'hégémonie sur le continent eurasiatique vue comme la clé de la puissance,
- (2) assurer le contrôle des réserves pétrolières mondiales et
- (3) promouvoir des relations économiques capitalistes au plan mondial.

Pour atteindre ces objectifs, explique Art, Washington devrait "maintenir des forces positionnées" en Europe et en Asie orientale (les deux parties de l'Eurasie avec les plus hautes concentrations de puissance) et dans le Golfe arabo-persique (où se trouve le plus gros des réserves pétrolières). "L'Eurasie abrite la plus grande partie de la population du monde, de ses réserves avérées de pétrole, de sa puissance militaire ainsi qu'une grande part de sa croissance économique. » C'est pourquoi il est crucial que la grande stratégie US dans cette région vise à renforcer l'hégémonie dans la région, à commencer par les régions pétrolières clés du sud de l'Asie centrale. (10)

Alors que la guerre et l'occupation s'enlisent en Afghanistan et en Irak sans issue, Washington a procédé à une escalade des menaces d'attaque "préventive" contre le voisin le plus puissant de ces pays, l'Iran. La justification principale donnée à cela et le programme iranien d'enrichissement de l'uranium, qui pourrait éventuellement permettre à l'Iran de développer des armes nucléaires. Mais il existe d'autres raisons à l'intérêt des USA pour l'Iran. Comme l'Irak avant lui, l'Iran est une puissance pétrolière de premier rang, disposant maintenant des plus grandes réserves avérées après l'Arabie saoudite et avant l'Irak. Le contrôle de l'Iran est crucial dans le projet US de domination du Golfe arabo-persique et de son pétrole.

L'importance géopolitique de l'Iran va en outre au-delà du Moyen-Orient. Il est une pièce clé (tout comme l'Afghanistan) dans le Nouveau grand Jeu pour le contrôle du sud de l'Asie centrale, y compris du bassin de la Mer caspienne avec ses énormes réserves d'hydrocarbures. Les planificateurs stratégiques US sont obsédés par la crainte que se constitue un bloc formé par la Russie, la Chine, l'Iran et les pays d'Asie centrale (avec éventuellement le Japon), qui pourraient se rassembler économiquement et passer des accords dans le domaine énergétique. Ce bloc pourrait briser la mainmise US et occidentale sur le marché mondial du pétrole et du gaz et créer la base pour un changement de pouvoir en faveur de l'Orient. Actuellement, la Chine, dont l'économie connaît la croissance la plus rapide du monde, manque de sécurité énergétique, même si sa demande en énergie fossile est en croissance rapide. Elle est en train d'essayer de résoudre partiellement ce problème en augmentant son approvisionnement énergétique à partir de l'Iran et des pays d'Asie centrale. Les tentatives US récentes d'établir une alliance plus forte avec l'Inde, dont Washington a favorisé l'accès au statut de puissance nucléaire, font clairement partie du Nouveau Grand Jeu pour le contrôle du sud de l'Asie centrale – ce qui évoque le Grand jeu entre la Russie et l'Angleterre au XIXème siècle pour le contrôle de cette partie de l'Asie. (11)

Dans sa propagande –il faudrait dire plutôt son marketing – le Pentagone diffuse des images tendant à étayer son argument principal : les armées US en Afrique font du travail humanitaire et d'aide au développement. Voici quelques-unes des photos diffusées sur le site

e l' United States European Command USEUCOM et prises généralement par des militaires chargés des « affaires publiques » ou de la « communication de masse »



Un soldat de la 10ème Division de montagne assure la sécurité d'une opération de vaccination du bétail menée par le 478ème Bataillon des Affaires civiles (Opérations spéciales) à Dire Dawa, en Éthiopie.



Village de tentes et latrines bâtis par le 5ème Bataillon de construction navale mobile du Génie maritime à Dire Dawa pour venir en aide aux populations frappées par la sécheresse.



Tombouctou, Mali : des membres du 1er Bataillon du 10ème Groupe aéroporté de forces spéciales et des membres de l'armée malienne au cours d'une manœuvre conjointe en novembre 2006.



Le capitaine Kevin Donohue (dr.), 443ème bataillon des Affaires civiles de l'Armée de terre, forme des militaires et responsables municipaux maliens à « l'évaluation efficace des besoins de leur ville », dans le cadre d'une manoeuvre dite « d'aide humanitaire » en mai 2006.

La nouvelle course à l'Afrique

S'il y a un Nouveau Grand Jeu en cours en Asie, il y a aussi une nouvelle "Course à l'Afrique" de la part des grandes puissances. (12) *The National Security Strategy of the United States* de 2002 déclarait que le "combat contre le terrorisme mondial" et la nécessité d'assurer la sécurité énergétique des USA requéraient des USA qu'ils augmentent leur engagement en Afrique et appelaient à une « coalition volontaire » pour établir des arrangements sécuritaires sur ce continent. Peu après, le Commandement US d'Europe, basé à Stuttgart, en Allemagne —et chargé des opérations militaires U.S. en Afrique subsaharienne —a augmenté ses activités en Afrique de l'Ouest, se centrant sur les pays ayant d'importantes productions ou réserves de pétrole dans ou autour du Golfe de Guinée (en gros de la Côte d'Ivoire à l'Angola). Le Commandement militaire US pour l'Europe consacre maintenant 70% de son temps aux affaires africaines, alors qu'elles avaient une part insignifiante encore en 2003. (13)

Comme l'a remarqué Richard Haass, actuellement président du Conseil sur les Relations étrangères, dans sa préface au rapport publié par le Conseil en 2005 sous le titre *Plus que de l'humanitarisme : une approche stratégique US de l'Afrique [More Than Humanitarianism: A Strategic U.S. Approach Toward Africa]* : "À la fin de la décennie, l'Afrique subsaharienne est susceptible de devenir une source d'importations énergétiques US aussi importante que le Moyen-Orient." (14) L'Afrique de l'Ouest dispose de quelques 60 milliards de barils de réserves pétrolières avérées. Son pétrole, à faible teneur en soufre, est un brut doux fort apprécié par l'économie US. Les agences et les boîtes à idées US prévoient qu'un baril de pétrole sur cinq entrant dans le circuit économique mondial dans la deuxième moitié de cette décennie viendra du Golfe de Guinée et que la part provenant du Golfe de Guinée dans les importations US passera de 15 à 20 % en 2010 et à 25% en 2015. Le Nigeria fournit déjà 10% du pétrole importé par les USA. L'Angola en fournit 4% et sa part devrait doubler d'ici la fin de la décennie. La découverte de nouvelles réserves et l'expansion de la production pétrolière sont en train de faire d'autres pays de la région des exportateurs importants de pétrole, notamment la Guinée équatoriale, São Tomé et Príncipe, le Gabon, le Cameroun et le Tchad. La Mauritanie deviendra un exportateur de pétrole en 2007. Le Soudan, limité par la Mer rouge à l'Est et le Tchad à l'Ouest, est un important producteur de pétrole.

À l'heure actuelle, la principale base militaire permanente US en Afrique est celle établie à Djibouti, dans la Corne de l'Afrique, qui permet aux USA le contrôle stratégique de la route

maritime qu'emprunte un quart de la production pétrolière mondiale. La base de Djibouti est aussi à proximité du pipeline soudanais (les militaires françaises ont depuis longtemps une présence militaire importante à Djibouti ainsi qu'une base aérienne à Abéché, au Tchad, près de la frontière soudanaise). La base de Djibouti permet aux USA de dominer l'extrémité orientale de la vaste bande pétrolière traversant l'Afrique, qui est désormais considérée comme vitale pour leurs intérêts stratégiques — une vaste bande allant du pipeline Hagleig-Port Soudan (1600 km) dans le sud-est au pipeline Tchad-Cameroun (1000 km) et au Golfe de Guinée dans l'Ouest. Un nouveau poste d'opérations avancées en Ouganda donne aux USA la possibilité de contrôler le sud-Soudan, où se trouve la plus grosse patrie du pétrole soudanais.

En Afrique de l'Ouest, le Commandement militaire US pour l'Europe a désormais établi des postes d'opérations avancées au Sénégal, au Mali, au Ghana et au Gabon—ainsi qu'en Namibie, à la frontière avec l'Angola, au Sud – qui impliquent l'amélioration de pistes aériennes, le stockage de réserves essentielles et de carburant ainsi que des accords (avec les gouvernements locaux) permettant le déploiement rapide de troupes US. (15) En 2003 a été lancé un programme de contreterrorisme en Afrique de l'Ouest et en mars 2004, des Forces spéciales US ont été directement engagées dans une opération militaire avec des pays du Sahel contre le groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), qui figure sur la liste des organisations terroristes dressée par Washington. Le Commandement US pour l'Europe es en train de développer un programme de sécurité côtière dans le Golfe de Guinée appelé la Garde du Golfe de Guinée. Il prévoit aussi la construction d'une base militaire navale US à São Tomé et Príncipe, qui selon, le Commandment US, pourrait rivaliser avec la base navale de Diégo Garcia dans l'Océan indien. Le Pentagone est donc est en train de se mouvoir agressivement pour établir une présence militaire dans le Golfe de Guinée qui permettra le contrôle de la partie occidentale de la route transafricaine du pétrole et les réserves vitales de pétrole qui y ont été découvertes. L'Opération Flintlock ("Pistolet à pierre"), une manoeuvre militaire de mise en route, a impliqué en 2005 1000 membres des Forces spéciales US. L'été prochain (2006), le Commandement pour l'Europe va conduire des manoeuvres de sa nouvelle force de réaction rapide pour le Golfe de Guinée.

Ici, les canons suivent le commerce : les grandes entreprises pétrolières US et occidentales sont prises dans une course au pétrole ouest-africain et réclament de la sécurité. Selon le Wall Street Journal du 25 avril 2006, le Commandement militaire US pour l'Europe est en train de travailler avec la Chambre de Commerce US pour étendre l'emprise des entreprises US en Afrique dans le cadre d'une « réponse US intégrée ». Dans cette course économique aux ressources pétrolières africaines, les anciennes puissances coloniales, la Grande-Bretagne et la France, sont en compétition avec les USA. Mais sur le plan militaire, elles collaborent étroitement avec les USA pour assurer le contrôle impérial occidental sur la région.

L'escalade de la présence militaire US en Afrique est fréquemment justifiée par la nécessité de combattre le terrorisme et de contrer une instabilité croissante dans la région pétrolière de l'Afrique subsaharienne. Depuis 2003 le Soudan a été ravagé par une guerre civile et un conflit ethnique concentrés dans la région du Darfour, au sud-ouest (où se trouve une grande partie du pétrole soudanais), qui ont donné lieu à d'innombrables violations des droits humains et des massacres par des milices liées au gouvernement de populations de la région. Des tentatives de coups d'État ont eu lieu dans les nouveaux pétro-États de São Tomé et Príncipe (2003) e de Guinée équatoriale (2004). Le Tchad, dirigé par un régime brutalement oppressif protégé par un appareil de sécurité et de renseignements appuyé par les USA, a aussi vécu une tentative de coup d'État en 2004. Un coup d'État réussi a eu lieu en 2005 en

Mauritanie contre l'homme fort soutenu par les USA Maaouiya Ould Taya. En Angola, la guerre civile a duré trois décennies – provoquée et alimentée par les USA, qui, avec l'Afrique du sud, ont organisé l'armée terroriste dirigée par l'UNITA de Jonas Savimbi – jusqu'au cessez-le-feu qui a suivi la mort de Savimbi en 2002. Au Nigeria, pays hégémonique dans la région, règnent la corruption, les révoltes et le vol organisé de pétrole, avec des parts considérables de la production pétrolière du delta du Niger qui sont siphonnées – jusqu'à 300 000 barils par jour au début de 2004. (16) L'apparition d'une insurrection armée dans le delta du Niger et le conflit potentiel entre le Nord musulman et Sud non musulman sont des sources majeures d'inquiétude US.

Il y a donc des appels incessants, avec un flot de justifications douteuses, à des « interventions humanitaires » US en Afrique. Le rapport du Conseil pour les Relations étrangères *More than Humanitarianism* insiste sur le fait que « les USA et leurs alliés doivent être prêts à prendre les mesures appropriées pour agir » au Darfour, au Soudan, « y compris des sanctions et, si nécessaire, une intervention militaire, si le Conseil de sécurité est bloqué pour le faire. » Parallèlement, l'idée que les militaires US pourraient être amenés avant longtemps à intervenir au Nigeria a été fortement agitée parmi les sommités et dans les cercles d'experts. Le correspondant de l'*Atlantic Monthly* Jeffrey Taylor écrivait en avril 2006 que le Nigeria était devenu « le plus grand État failli sur terre », et qu'une poursuite de la déstabilisation de cet État ou son passage sous la coupe de forces islamiques radicales mettrait en danger « les importantes réserves pétrolières que l'Amérique a juré de protéger. Si ce jour devait arriver, cela donnerait le signal d'une intervention militaire bien plus massive que la campagne d'Irak. » . (17).

Mais les adeptes de la grande stratégie US s'accordent à penser que les vrais enjeux ne sont pas les pays africains en soi et le bien-être de leurs populations, mais le pétrole et la présence croissante de la Chine en Afrique. Comme le *Wall Street Journal* l'a écrit dans « L'Afrique émerge comme champ de bataille stratégique » (« Africa Emerges as a Strategic Battlefield »), « La Chine a fait de l'Afrique une ligne de front dans sa recherche d'une plus grande influence mondiale, triplant son commerce avec le continent, qui est passé à \$37 milliards ces cinq dernières années, verrouillant les ressources énergétiques, concluant des accords commerciaux avec des régimes comme celui du Soudan et éduquant les futures élites africaines dans les universités et écoles militaires chinoises » Dans *More than Humanitarianism*, le Conseil pour les relations étrangères décrit la menace principale comme venant de la Chine : « La Chine a altéré le contexte stratégique en Afrique. À travers toute l'Afrique, aujourd'hui, la Chine est en train d'acquérir le contrôle sur des ressources naturelles, éliminant les fournisseurs occidentaux des principaux projets de construction d'infrastructures et fournissant des prêts à bas taux et autres stimulants pour améliorer son avantage dans la compétition. »¹⁸ La Chine importe plus d'un quart de son pétrole d'Afrique, en premier lieu d'Angola, du Soudan et du Congo. Elle est le premier investisseur étranger au Soudan. Elle a fourni au Nigeria d'importantes subventions pour augmenter son influence et lui a vendu des avions de chasse. La plus grande menace, du point de vue des grands stratèges US, est venue du prêt à bas taux de 2 milliards de \$ à l'Angola en 2004, qui a permis à l'Angola de résister aux exigences du FMI qu'il remodèle son économie et sa société selon des critères néolibéraux.

Pour le Conseil pour les relations étrangères, tout cela ne fait qu'aggraver la menace qui pèse sur le contrôle impérialiste occidental de l'Afrique. Vu le rôle de la Chine, écrit le Conseil dans son rapport, « les USA et l'Europe ne peuvent pas considérer l'Afrique comme leur chasse gardée, comme les Français voyaient autrefois l'Afrique francophone. Les règles sont

en train de changer dans la mesure où la Chine cherche non seulement à accéder aux ressources, mais aussi à contrôler la production et la distribution de ressources, et peut-être même à se positionner pour obtenir un accès prioritaire à ces ressources, qui deviennent plus rares ». La rapport du Conseil sur l'Afrique est tellement soucieux de combattre la Chine par le biais de l'expansion militaire US dans la région qu'il fait appel à nul autre que Chester Crocker, ancien secrétaire d'État adjoint aux Affaires africaines de l'administration Reagan, qui exprime sa « nostalgie mélancolique pour l'époque où les USA où l'Occident étaient les seules puissances influentes et pouvaient poursuivre leurs... objectifs avec les mains libres. ». (19)

Ce qui est certain, c'est que l'Empire US s'est élargi à des parties de l'Afrique dans sa recherche rapace de pétrole. Il pourrait en résulter des ravages pour les peuples africains. Comme la vieille course à l'Afrique, cette nouvelle course est une lutte entre grandes puissances pour les richesses et le pillage – pas pour le développement de l'Afrique ou le bien-être de ses populations.

Une grande stratégie d'élargissement

Malgré l'évolution rapide du contexte stratégique et le passage à un impérialisme plus nu ces dernières années, il y a une cohérence et une continuité dans la grande stratégie impériale US, qui provident du large consensus qui règne au sommet de la structure de pouvoir sur l'idée que les USA doivent rechercher la "suprématie mondiale", comme l'a exprimé Zbigniew Brzezinski, l'ancien Conseiller à la sécurité nationale du président Jimmy Carter. (20)

La rapport du Conseil pour les Relations étrangères de 2006, *More Than Humanitarianism...*, qui soutient l'idée d'élargir la grande stratégie US pur englober l'Afrique, a été coprésidé par Anthony Lake, Conseiller à la sécurité nationale de Clinton de 1993 à 1997 et Christine Todd Whitman, ancienne chef d'Agence de protection de l'environnement sous Bush. Comme Conseiller à la sécurité nationale de Clinton, Lake a joué un rôle clé dans la définition de la grande stratégie US de l'administration Clinton. Dans un discours intitulé "From Containment to Enlargement," ("De l'endiguement à l'élargissement") fait à la School of Advanced International Studies de la Johns Hopkins University le 21 Septembre 2003, il a déclaré qu'après l'effondrement de l'Union soviétique, les USA étaient le « pouvoir dominant (mondial)... Nous avons l'armée la plus forte du monde, sa plus grande économie, sa société multiethnique la plus dynamique... Nous avons endigué un menace mondiale qui pesait sur les économies de marché. Maintenant, nous devons chercher à élargir leur portée. Ce qui doit succéder à la doctrine de l'endiguement, c'est une stratégie du débordement."

En d'autres termes, cela signifie une expansion de la sphère du capitalisme mondial sous le parapluie militaro-stratégique US. Les ennemis en chef de ce nouvel ordre mondial étaient caractérisés par Lake comme les « États du retour de bâton », particulièrement l'Irak et l'Iran. L'insistance de Lake, au début de l'ère Clinton, sur une "grande stratégie d'élargissement" pour les USA a été réalisée aujourd'hui par l'élargissement du rôle des militaires US non seulement en Asie centrale et au Moyen-Orient, mais aussi en Afrique. (21)

La grande stratégie impériale US est moins le produit d'une politique définie à Washington par telle ou telle aile de la classe dominante U.S que le résultat inévitable de la position de

puissance dans laquelle le capitalisme US se retrouve en ce début de XXIème siècle. La force économique US (avec celle de ses alliés les plus proches) connaît un déclin constant. Les grandes puissances ne sont pas susceptibles d'avoir les mêmes rapports économiques entre elles qu'il y a deux décennies. Parallèlement, la puissance militaire US a augmenté relativement avec la disparition de l'Union soviétique. Les USA contribuent à environ la moitié de toutes les dépenses militaires de la planète – une proportion deux fois supérieure à leur part de la production mondiale.

Le but de la nouvelle grande stratégie impériale US est d'utiliser cette force militaire sans précédent pour prévenir l'émergence de forces historiques nouvelles en créant une sphère de domination tous azimuts telle – qui englobe maintenant tous les continents – qu'aucun rival potentiel ne sera en mesure de défier les USA pour des décennies. Il s'agit d'une guerre contre les peuples de la périphérie du monde capitaliste et pour l'expansion du capitalisme mondial, en particulier US. Mais c'est aussi une guerre pour assurer le "Nouveau siècle américain", dans lequel les nations du tiers monde sont vues comme des "ressources stratégiques" dans le cadre d'une lutte géopolitique plus vaste.

Les leçons de l'histoire sont claires : les tentatives d'obtenir la domination sur le monde par des moyens militaires, quoi qu'inévitables sous le capitalisme, sont destinées à échouer et ne peuvent que conduire à de nouvelles guerres plus grandes. Il est de la responsabilité de ceux qui sont engagés pour la paix mondiale de résister à la nouvelle grande stratégie impériale US en remettant en cause l'impérialisme et sa racine économique : le capitalisme lui-même.

Notes

1. La vision de Hass est étudiée dans John Bellamy Foster, "'Imperial America' and War," *Monthly Review* 55, no. 1 (May 2003): 1–10; Project for the New American Century, *Rebuilding America's Defenses* (September 2000), <http://www.newamericancentury.org/>
2. Stephen Peter Rosen, "The Future of War and the American Military," *Harvard Magazine* 104, no. 5 (May–June 2002): 29–31.
3. John Lewis Gaddis, "A Grand Strategy of Transformation," *Foreign Policy* (November/December 2002): 50–57.
4. Clausewitz cité in Paul Kennedy, ed., *Grand Strategies in War and Peace* (New Haven: Yale University Press, 1991), 1.
5. Edwin R. Earle, ed., *Makers of Modern Strategy* (Princeton: Princeton University Press, 1948); B. H. Liddel Hart, *Strategy* (New York: Praeger, 1967); Kennedy, ed., *Grand Strategies*, 1–4.
6. James J. Hentz, ed., *The Obligation of Empire: United States' Grand Strategy for a New Century* (Lexington, Kentucky : University of Kentucky Press, 2004).
7. Ivo H. Daalder & James M. Lindsay, *America Unbound* (Hoboken, New Jersey : John Wiley and Sons, 2005), 4–5, 40–41, 194.
8. V. I. Lenin, *Imperialism, the Highest Stage of Capitalism* (New York: International Publishers, 1939), 119.
9. Richard B. Du Boff, "U.S Empire," *Monthly Review* 55, no. 7 (December 2003): 1–2; Dominic Wilson & Roopa Purshothaman, "Dreaming with BRICs," *Goldman Sachs Global Economics Paper*, no. 99 (October 1, 2003), 4, <http://www.gs.com/>

10. Robert J. Art, *A Grand Strategy for America* (Ithaca : Cornell University Press, 2003), 1–11.
11. Noam Chomsky, *Failed States* (New York : Metropolitan Books, 2006), 254–55; Lutz Kleveman, *The New Great Game* (New York : Grove Press, 2004).
12. Voir Pierre Abramovici, “ United States : The New Scramble for Africa,” *Le Monde Diplomatique* (English edition), July 2004; “Revealed: The New Scramble for Africa ,” *The Guardian*, June 1, 2005.
13. Fred Kempe, “ Africa Emerges as a Strategic Battlefield,” *Wall Street Journal*, April 25, 2006.
14. Council on Foreign Relations, *More Than Humanitarianism: A Strategic U.S. Approach Toward Africa*, 2006, xiii.
15. Council on Foreign Relations, *More Than Humanitarianism*, 59.
16. Center for Strategic and International Studies, *A Strategic U.S. Approach to Governance and Security in the Gulf of Guinea* , July 2005, 3.
17. Council on Foreign Relations, *More Than Humanitarianism*, 24, 133; Jeffrey Taylor, “Worse Than Iraq ?,” *Atlantic* , April 2006, 33–34.
18. Council on Foreign Relations, *More Than Humanitarianism*, 40.
19. Council on Foreign Relations, *More Than Humanitarianism*, 52–53, 131.
20. Zbigniew Brzezinski, *The Grand Chessboard* (New York: Basic Books, 1997), 3.
21. Anthony Lake, “From Containment to Enlargement,” speech to School of Advanced International Studies, Johns Hopkins University, September 21, 2003, <http://www.mtholyok.e.edu/> .



L'auteur au Forum social mondial de Bamako en janvier 2006

Titre original : *A Warning to Africa : The New U.S. Imperial Grand Strategy*
 Source : <http://www.monthlyreview.org/0606jbf.htm>

John Bellamy Foster est professeur de sociologie à l'Université d'Orgeon, auteur de *Marx's Ecology* et *Ecology Against Capitalism*, et co-rédacteur en chef de la *Monthly Review*. Son dernier livre paru est [Naked Imperialism: The U.S. Pursuit of Global Dominance](#) (New York: Monthly Review Press, 2006) [Impérialisme nu : la recherche de la domination mondiale par les USA].

Le présent texte est une version augmentée et révisée d'un discours au Forum social mondial de Bamako, Mali, tenu le 20 janvier 2006.

Traduit de l'anglais par Fausto Giudice, membre de [Tlaxcala](#), le réseau de traducteurs pour la diversité linguistique. Cette traduction est en Copyleft pour tout usage non-commercial : elle est libre de reproduction, à condition d'en respecter l'intégrité et d'en mentionner sources et auteurs.